

2945 signes

D. Fraboulet, A. Philippe **Des organisations patronales face à la Première Guerre mondiale**

Ces organisations patronales - Comité des Houillères, UIMM - au cœur de la seconde industrialisation sont essentielles dans le contexte du conflit (mise en place d'une économie de guerre dirigée par l'État, mobilisation de l'industrie, des hommes et fermeture des usines/mines situées en zone de combats).

Il leur faut :

- S'adapter à la guerre : participer à la mise en place d'une économie dirigée malgré un attachement à la liberté des affaires, ce qui explique le renforcement des liens avec le monde politique.

En effet, ces deux organisations patronales ont été sollicitées par le gouvernement pour organiser dans les usines le ravitaillement en matières premières et en produits semi-finis, augmenter, réorienter et répartir la production, organiser le travail et la paix sociale.

Les objectifs des organisations restent la défense des intérêts de leurs adhérents pendant et après la guerre, ce qui signifie la poursuite de l'approvisionnement en matériel industriel malgré les pénuries.

Pour les atteindre, elles doivent faire en sorte que la main-d'oeuvre soit suffisante dans les entreprises malgré la mobilisation et le maintien de la paix sociale (rôle dans le placement des affectés spéciaux, le recrutement des ouvriers face à la mobilisation, dans l'effacement de la politique sociale face aux questions conjoncturelles).

- Penser l'après-guerre :

La guerre a eu des conséquences sur les organisations : augmentation des adhérents à l'UIMM (mais pas au CCHF) multiplication des syndicats, réorganisation interne (dans la métallurgie : producteurs favorisés au détriment des constructeurs, création des groupes régionaux), etc. L'UIMM tente d'accentuer son rôle fédérateur.

Elles doivent réfléchir à la reconstruction du pays : exemple du CCHF avec la fondation du Groupement des Houillères victimes de l'invasion, l'objectif étant de reconstruire rapidement les houillères du Nord. Idem pour la métallurgie : reprise de l'activité dans les régions envahies, difficile après le pillage et le déménagement des outils de production par les Allemands. Les discussions ont débuté durant le conflit car le but pour les entreprises françaises est de pouvoir reprendre leurs fabrications et de contrer la concurrence allemande.

Le social revient en force : discussion sur les salaires, sur l'apprentissage avec le projet de la loi Astier, la santé, réinsertion des mutilés de guerre, etc.

Ces deux organisations patronales ont montré leur capacité d'adaptation et de projection face aux crises. Pour défendre les intérêts de leurs adhérents, elles sont prêtes à tout, même si cela signifie la mise entre parenthèses momentanée de leur idéologie libérale. Durant la Première Guerre mondiale, les liens avec le monde politique, qui existe déjà avant-guerre par le lobbying parlementaire, se renforce jusqu'à ce que ces deux organisations patronales deviennent des partenaires de l'Etat.